

## Des procureurs se réunissent en Bulgarie pour échanger sur «l'Etat mafieux russe»

PAR AGATHE DUPARC  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 14 OCTOBRE 2017

À Sofia, une table ronde a réuni des magistrats européens chargés des questions de corruption, dont la star du parquet espagnol José Grinda. Il a chapeauté une vaste enquête sur l'un des plus puissants groupes mafieux de Saint-Pétersbourg qui collaborait avec des proches de Poutine. Ce qui lui vaut aujourd'hui menaces et pressions.

**Sofia (Bulgarie), envoyée spéciale** - En 2010, José Grinda, procureur anticorruption de l'Audience nationale à Madrid, avait bien malgré lui fait la une de la presse internationale, passant brusquement de l'ombre à la lumière. Ses propos sans détours sur la Russie, la Biélorussie et la Tchétchénie devenus, selon lui, des « *États quasi mafieux* », où « *on ne peut pas faire la différence entre les activités du gouvernement et ceux des groupes de la criminalité organisée* », avaient été publiés dans l'un des câbles diplomatiques américains **révélés par WikiLeaks**.

Depuis, le magistrat est devenu une star dans son pays, lui qui a contribué au démantèlement, dans le sud de l'Espagne, d'un des plus puissants groupes mafieux russes – le groupe Tambovskaya-Malychevskaya de Saint-Pétersbourg – et mis à nu les liens organiques qui existent avec certains proches de Vladimir Poutine. Il accorde au compte-gouttes des interviews et apparaît très rarement en public. Mais mardi 3 octobre, il avait accepté de participer à une table ronde à Sofia (Bulgarie), en compagnie d'autres procureurs : l'Italien Luigi De Ficchy, grand spécialiste des mafias venues d'ex-URSS, l'Ukrainien Vitali Kravets, du parquet anticorruption à Kiev, ainsi qu'un ancien

inspecteur russe du ministère de l'intérieur, Andreï Zykov, fin connaisseur de la corruption qui gangrène l'État russe.



Le procureur espagnol José Grinda et le procureur italien Luigi De Ficchy à Sofia, le 3 octobre 2017. © Agathe Duparc

L'événement était organisé par **un groupe d'experts spécialistes de la corruption transfrontalière** au sein du **Forum de la société civile Union européenne/Russie**, ainsi que par la **Fondation bulgare BlueLink** et le **Comité Helsinki néerlandais**. Cette réunion a donné lieu à une passionnante discussion informelle autour des difficultés de l'entraide judiciaire en matière de corruption et de crime organisé, en particulier sur des dossiers russes, et sur les embûches que rencontrent les enquêteurs. Ainsi que sur la nécessité pour les magistrats de créer des ponts avec la société civile.

*(Lire ici le dernier rapport du groupe d'expert sur la corruption transfrontalière.)*

Le procureur José Grinda a stupéfié l'auditoire en parlant des pressions qu'il subissait actuellement. Alors que, le 19 février 2018, doit s'ouvrir à Madrid le procès des principaux chefs de la mafia Tambovskaya-Malychevskaya, le 18 mai dernier, un avocat et ancien procureur au profil douteux, Ignacio Pelaez, intervenant sur **une chaîne de télévision espagnole**, a accusé Grinda d'être un « pédophile récidiviste » et d'avoir, sur Twitter, envoyé des messages pornographiques à un mineur. Une première plainte a donné lieu à une enquête interne, qui n'a abouti à aucun fait concret. Ignacio Pelaez, particulièrement offensif, en a déposé une autre, adressant aussi **deux dénonciations** à l'Audience nationale : l'une pour « violation du secret de

l'instruction » dans le cadre d'une procédure sur la Camorra napolitaine ; l'autre pour « extorsion » concernant une enquête sur la mafia chinoise.

José Grinda a déjà en partie répondu à ces accusations dans une interview exclusive donnée au quotidien italien *Il Fatto Quotidiano*. Il a affirmé que Moscou était « derrière les accusations de pédophilie ». « Des magistrats russes m'ont averti que l'ancien ministre de l'information et des technologies Leonid Reiman a payé un avocat pour m'accuser de pédophilie, et ruiner ainsi mon image publique », révélait-il.

À Sofia, le magistrat espagnol s'est fait encore plus explicite, commençant son intervention par cette phrase : « Vous devez avoir entendu des choses terribles sur moi, eh bien !, vous allez probablement apprendre que je suis encore plus terrible que cela ! » Il a de nouveau évoqué le nom de Leonid Reiman, qui appartient au cercle des proches de Vladimir Poutine et qui, selon lui, aurait rencontré Ignacio Pelaez à Moscou et donné ses instructions pour salir sa réputation. La justice espagnole venait alors de transmettre au parquet russe des informations sur des faits de blanchiment impliquant l'ancien ministre devenu aujourd'hui milliardaire. Les Espagnols ont découvert qu'un des chefs mafieux, qui doit être jugé l'année prochaine, l'a aidé à acquérir une villa à Palma de Majorque par l'intermédiaire d'une société enregistrée au Delaware. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui au printemps 2016.



Ilias Traber, alias « l'antiquaire ».

José Grinda désigne désormais un autre commanditaire : un certain **Ilias Traber alias « l'antiquaire »**, qui, lui, aurait financé l'opération

visant à le discréditer. Dans les années 1990, à Saint-Pétersbourg, cet « homme d'affaires » était proche de Tambovskaya, lié à la mafia qui régnait alors sur la ville. Il a fait fortune dans le commerce et le trafic d'antiquités, côtoyant Vladimir Poutine, alors adjoint du maire de la ville Anatoly Sobtchak, en charge du commerce extérieur. Ilias Traber était ensuite devenu le principal actionnaire du port de la ville, avant de s'installer incognito en France, puis en Suisse, pour fuir une guerre des clans qui le menaçait.

Ses liens avec la mafia russe en Espagne, où il détenait des propriétés immobilières, sont avérés, ce qui lui doit aujourd'hui d'être directement visé par une enquête espagnole et sous le coup d'un mandat d'arrêt. « C'est lui qui est derrière les menaces », affirme le procureur Grinda. « On a donné l'ordre de m'abattre [au sens symbolique du terme – ndlr], et même de verser de l'argent pour m'accuser de pédophilie. » Il explique que le parquet russe semble protéger le Russe, qui vit maintenant à Saint-Pétersbourg. Certains éléments le concernant ont été transmis en Espagne. Mais les enquêteurs n'ont toujours pas obtenu de pouvoir aller l'entendre directement. « Si on obtient finalement ma tête, l'Espagne continuera de toute façon à enquêter sur monsieur Traber », ajoute-t-il.



Guennadi Petrov, le leader présumé du groupe mafieux Tambovskaya-Malychevskaya lors de son arrestation en 2008 en Espagne. © Reuters

José Grinda a fait de cette tentaculaire histoire, qui remonte jusqu'au sommet de l'État russe, l'une des grandes causes de sa carrière. Tout avait démarré au début des années 2000. La justice espagnole déclenchait alors une vaste offensive contre les barons du crime organisé de l'ex-URSS qui, à la fin des années 1990, avaient pris la mauvaise habitude de s'installer sur le littoral espagnol, de la Costa Brava à la Costa del Sol. Il y a d'abord eu **l'opération « Avispa » (guêpe) puis, en 2008-2009, l'opération**

« **Troïka** » à Majorque, Malaga, Alicante, Valence et Madrid, d'abord instruites par le juge Baltasar Garzón et dont Grinda a hérité.

Une soixantaine de personnes étaient alors interpellées, parmi lesquelles Guennadi Petrov, le parrain présumé du groupe mafieux, un monsieur à l'allure plutôt modeste et chiffonnée. Il est soupçonné d'avoir blanchi 24,5 millions d'euros tirés du trafic de drogue, d'armes et d'autres activités illicites. En 1998 et 1999, il était l'un des propriétaires de la Bank Rossia, aux côtés de plusieurs proches camarades de Poutine, dont Youri Kovalchuk. Cette banque, considérée comme appartenant « aux copains de Poutine », est aujourd'hui sous sanction américaine. Comme l'ont révélé les *Panama Papers*, elle a transféré plus d'un milliard de dollars vers des sociétés *offshore* liées **au violoncelliste Sergueï Roldouguine**, un intime du président russe, qui est lui-même actionnaire de l'établissement à 3,2 %.

### Le Royaume-Uni et Israël refusent de collaborer avec la justice espagnole

Le monde est vraiment tout petit. Des milliers d'heures d'écoutes téléphoniques épluchées par les enquêteurs espagnols ont pu prouver que Guennadi Petrov était en contact régulier avec des ministres, des parlementaires, et des hauts responsables des forces de l'ordre, parmi lesquels Nikolai Aoulov, chef adjoint de la police des stupéfiants, et également Alexandre Bastyrine, un proche de Poutine qui est aujourd'hui à la tête du comité d'enquête et qui, justement, aurait été nommé à ce poste sur demande des mafieux.



Nikolai Aoulov, ex-chef adjoint de la police des stupéfiants. Il est aujourd'hui recherché par la justice espagnole. Les enquêteurs ont retrouvé la trace de 78 conversations avec Guennadi Petrov entre 2006 et 2008.

Petrov était également en affaire avec plusieurs oligarques soupçonnés d'avoir blanchi de l'argent du crime à travers leurs empires, dont Oleg Deripaska et Iskander Makhmoudov, l'un des partenaires d'Alstom

et de Bouygues, comme **Mediapart l'a raconté dans une enquête**. Tous ces personnages haut placés figurent dans l'acte d'accusation bouclé en août 2015 et dont on peut lire la traduction **en russe ici**.

Guennadi Petrov, lui, ne sera pas présent à son procès, l'année prochaine. En **octobre 2011**, alors qu'il était sous contrôle judiciaire, il avait obtenu d'aller en Russie pour être soigné (*sic !*). Il n'est jamais revenu et vit désormais en toute tranquillité à Saint-Petersbourg, dans une luxueuse maison qui jouxte celle de certains proches de Vladimir Poutine.



L'oligarque Iskander Makhmoudov, l'un des partenaires d'Alstom et de Bouygues. L'enquête espagnole pour blanchiment qui le concernait a finalement été classée faute d'une coopération suffisante de la justice russe.

Toutes ces dernières années, José Grinda s'est battu pour étendre les enquêtes au-delà des seuls mafieux et de leurs acolytes. Sans grand succès. La procédure dirigée contre les oligarques Deripaska et Makhmoudov pour « constitution d'une organisation criminelle », « blanchiment d'argent » et « vol de fonds publics » a finalement été classée par le parquet espagnol, fin 2016, faute de coopération avec les Russes. En 2007, les Espagnols avaient ouvert une instruction après avoir découvert l'existence d'une petite société basée à Alicante, Vera Metallurgica SA, qui était alors l'une des filiales de Ural Mining and Metallurgical Company (UGMK), le fleuron minier des deux oligarques. Comme le montre une documentation bancaire retrouvée au domicile de Guennadi Petrov, entre 2001 et 2004, cette structure a effectué des transferts douteux entre l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse et le Liechtenstein, servant de lessiveuse pour au moins 4 millions d'euros provenant du crime.

En novembre 2011, un tour de passe-passe s'était produit : un juge d'instruction espagnol, Fernando Andreu, qui travaillait sur le dossier, avait subitement décidé d'accéder à la demande pressante des Russes

de transférer le dossier à Moscou, en vertu d'une **Convention européenne** datant de 1972, qui stipule qu'un État peut demander à juger ses propres citoyens. La décision avait été prise alors que le procureur Grinda était en déplacement à l'étranger, provoquant sa stupeur et sa colère. Sans surprise, durant toutes ces années, la justice russe n'a pas levé le petit doigt pour enquêter.

José Grinda a tenté de ranimer l'enquête en s'attaquant à Mikhaïl Tchernoi, ancien magnat du métal et personnage bien connu des milieux du crime russe, également lié à la fameuse Vera Metallurgica SA. Mais comme il l'a raconté à Sofia, il s'est alors cassé les dents : la justice anglaise, puis israélienne, refusant obstinément d'extrader l'homme d'affaires. *« En mai 2010, l'Espagne a lancé un mandat d'arrêt contre Mikhaïl Tchernoi, citoyen russe et israélien. Il se trouvait alors à Londres dans un hôtel devenu ensuite célèbre en raison de l'empoisonnement de Litvinenko [Le Millenium où Alexandre Litvinenko, un ancien collaborateur du FSB et proche de Boris Berezovski, a bu un thé au polonium – ndr]. Mais la Grande-Bretagne n'a rien fait et ne l'a pas arrêté »*, a-t-il expliqué, ajoutant que *« la Grande-Bretagne ne collabore pas sur les dossiers de crime organisé et du narco-trafic, y compris en ce qui concerne la criminalité organisée russe. »* Le même scénario s'est ensuite répété avec les autorités israéliennes, qui *« n'ont jamais accepté de livrer le moindre mafieux »*.

Mais certaines procédures sont toujours en cours. En janvier 2016, un juge espagnol a délivré des **mandats d'arrêt contre douze personnalités russes** proches du Kremlin dont les fameux Nikolaï Aoulov, ancien chef adjoint de la police des stupéfiants qui a démissionné depuis, et Leonid Reiman cités plus haut. **Vladislav Reznik**, député du parti Russie unie, et son épouse sont aussi dans le collimateur. Le parlementaire entretenait d'étroites relations avec Guennadi Petrov, qui lui avait vendu une villa à Majorque. C'est lui qui jouait les interfaces entre l'élite russe et les mafieux. Il semble aujourd'hui intouchable, ayant finalement obtenu en appel

**l'annulation du mandat d'arrêt** qui le visait, faisant valoir qu'il avait déjà répondu aux questions de la justice espagnole par le biais de ses avocats.

Le procureur Grinda se fait peu d'illusions sur l'issue de ces enquêtes. Il raconte que quand il a transmis au parquet russe des éléments concernant le général Aoulov, il avait conscience qu'ils allaient probablement être transmis au principal intéressé. Ce qui n'empêche pas de trouver parfois en Russie *« des partenaires de confiance qui veulent améliorer la situation »*, la coopération judiciaire pouvant alors fonctionner au cas par cas.

Le constat qu'il fait sur l'évolution des structures criminelles russes, leur pénétration toujours plus grande dans les sphères économique et politique, est amer. Et il vaut pour d'autres pays que la Russie. *« Les organisations criminelles investissent aujourd'hui aussi leur argent dans des business absolument légaux. Et quand ils deviennent riches, les mafieux veulent obtenir une reconnaissance sociale. D'abord, ils blanchissent leur image au niveau local en construisant des hôpitaux, des stades, ou en devenant des philanthropes. Ensuite, ils font la même chose au niveau national, et même international. Et enfin, ils entrent en politique. »*



Le procureur italien Luigi De Ficchy. © Agathe Duparc

Également invité à Sofia, le procureur italien Luigi De Ficchy a lui aussi assisté aux métamorphoses des groupes criminels issus de l'ex-URSS, qui, à la fin des années 1990, ont commencé à s'implanter en Europe. Pendant seize ans et jusqu'en 2001, il était l'un des magistrats du parquet anti-mafia à Rome, au sein du département *« nouvelles mafias »*, supervisant

toutes les grandes enquêtes du moment, dont celle du « Russian Gate », ce gigantesque scandale de blanchiment : plus de 40 milliards d'argent russe de provenances diverses – argent du crime, des oligarques et des anciens du KGB –, acheminés *via* des paradis fiscaux et des sociétés, puis recyclés dans des banques occidentales, dont la Bank of New-York (BONY).

Fin 2009, le procureur a présenté un rapport devant le conseil supérieur italien de la magistrature, demandant à ses interlocuteurs ne pas sous-estimer le phénomène encore bien vivant de la mafia russe qui, explique-t-il, « a été éclipsé par les attentats du 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme absorbant désormais toute l'attention des médias et toutes les préoccupations politiques ».

À Sofia, Luigi De Ficchy a rappelé que les investissements russes se poursuivaient à vive allure dans la plupart des pays européens, dont l'Italie « où des capitaux d'origine plus ou moins douteuse continuent à affluer depuis dix ans dans le commerce,

*le tourisme, l'immobilier, les hôtels, la confection de vêtements, les exploitations agricoles ».* La Lombardie, la Toscane, les alentours de Venise, la côte adriatique, la Sardaigne sont des destinations favorites. Alors que la petite enclave de Saint-Marin – 61 km<sup>2</sup> et 33 000 habitants – pullule littéralement de Russes, ce qui, selon lui, mériterait une attention particulière.

D'après lui, la menace terroriste n'est pas la seule raison pour laquelle la criminalité russe préoccupe aujourd'hui moins. Le magistrat explique qu'« étant donné la proximité de la mafia russe avec le pouvoir politique, certains pensent qu'accorder trop d'attention au phénomène pourrait placer l'Europe de l'Ouest, qui dépend de la Russie pour ses ressources énergétiques, dans une situation très embarrassante ». Une position qu'il estime intenable alors que les capacités criminelles de certaines mafias – en particulier leur capacité à corrompre certains décideurs et hommes politiques européens – menacent au bout du compte l'ordre démocratique.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.